

Ils ne manquent pas d'air...



Le scandale d'État, des respirateurs médicaux produits par le consortium Air Liquide-PSA-Schneider Electric-Valeo, est avéré !

Un bon coup de pub financé sur fond de crise sanitaire grâce aux 30 millions d'euros d'argent public pris dans la poche des contribuables !

Au printemps 2020, l'exécutif avait passé commande de ces milliers de respirateurs, mais leur utilité avait été discutée. Un an et deux vagues épidémiques plus tard, nous avons tenté de retrouver la trace de ces appareils.

C'était il y a un an.

A la fin mars 2020, la France fait face à sa première vague de l'épidémie liée au Covid-19 et à son premier confinement. Chaque jour, toujours plus de patients testés positifs. Entre 400 et 700, sont admis en réanimation. Déjà critiqué sur les livraisons insuffisantes de masques, le gouvernement veut rectifier le tir sur d'autres équipements médicaux, dont les respirateurs, matériel stratégique, en réanimation.

Le 31 mars 2020, lors d'une visite de l'usine de masques de la PME Kolmi-Hopen à Angers (Maine-et-Loire), Emmanuel Macron annonce qu'un consortium d'entreprises "va permettre de produire, d'ici mi-mai, 10 000 respirateurs". Une commande au chiffre rond, qui fait suite à une initiative montée plusieurs jours auparavant par quatre fleurons de l'industrie française : Air Liquide, Valeo, PSA et Schneider Electric.

Mais un mois plus tard, ces respirateurs s'avèrent, en fait, être des modèles basiques dont la grande majorité d'entre eux n'est pas du tout adaptée aux salles de réanimation.

Sur les 10 000 appareils, 8 000 sont des modèles Osiris 3, plus légers, moins précis, ne permettant pas de prendre en charge des patients sur le long terme.

Un an après, et alors qu'une nouvelle vague épidémique met en tension les services de réanimation en France, **que sont devenus ces respirateurs, et à quoi servent-ils ?**

Sur les 8 000 Osiris 3, environ 3 000 auraient rejoint les équipes du Samu, et les 5 000 restants auraient été placés dans des stocks d'urgence, en cas de catastrophe naturelle. Des chiffres que ne confirme pas la DGS, qui expliquent seulement que 60 % du matériel sont aujourd'hui positionnés au sein des Samu, et 40 % au sein de la plateforme nationale de Santé Publique France, surtout, qu'une part importante des 10 000 respirateurs ne sert pas aujourd'hui à assister les patients de la Covid, contrairement à ce que pouvaient laisser penser les déclarations du printemps dernier.

Les T60, livrés et utilisés dans les hôpitaux

Air Liquide confirme que les 10 000 respirateurs ont été produits et livrés en temps et en heure, deux mois après la commande, comme le voulait le contrat.

Dans le détail, le consortium a produit 1 944 respirateurs de type Monnal T60, pour un coût de 28 millions d'euros environ, et 8 084 respirateurs Osiris 3, pour un montant de 35 millions d'euros, selon un rapport sénatorial publié le 8 décembre 2020. Air Liquide précise que ces appareils ont été vendus à prix coûtant, c'est-à-dire, sans marge et sans répercussion des coûts de mise en œuvre exceptionnelle des chaînes de production.

La documentation technique et les recommandations des autorités sanitaires sont claires.

Ni les modèles T60 ni les Osiris 3 ne sont, à proprement parler, des respirateurs de réanimation. Les différents appareils sont classés en cinq catégories par les experts mandatés par le Ministère de la Santé, dans des documents datant de début avril 2020. Dans les catégories 1 à 3, on trouve les ventilateurs de réanimation, relativement haut de gamme. Les Monnal T60, eux, se trouvent seulement dans la quatrième catégorie, qualifiée de "transport +" : optimaux pour déplacer des patients ayant besoin d'une assistance respiratoire, ils ont toutefois des possibilités de réglages assez précises pour être utilisés également en salles de réanimation. "Ce sont des ventilateurs de plus petite taille, mais modernes et sophistiqués", résume Alain Mercat, chef de service en réanimation au CHU d'Angers (Maine-et-Loire). Alors que la demande mondiale pour les respirateurs plus sophistiqués explose au printemps 2020, les T60 étaient le meilleur modèle que pouvait commander le gouver-

nement pour équiper davantage de services de réanimation.

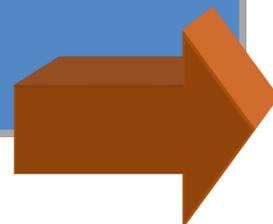
Ces 1 944 appareils T60 ont bien été livrés dans les hôpitaux. "En avril 2020, les respirateurs T60 ont été attribués dans un premier temps aux établissements de santé situés au sein des territoires à forte cinétique épidémique, puis au sein de tous les territoires selon une règle de répartition basée sur le nombre de lits de réanimation autorisé par établissement", confirme la Direction Générale de la Santé. Ce fût le cas à l'hôpital Henri-Mondor à Créteil (Val-de-Marne), le 10 avril, comme en témoigne un tweet posté par Air Liquide, livrant 70 respirateurs. Aujourd'hui encore, ces T60 sont utilisés. "On ventile des malades pendant des jours avec ces appareils, ça ne pose pas de problème", résume Alain Mercat.



Les Osiris 3, pour le Samu et en cas d'urgence

Le destin des 8 000 Osiris 3, en revanche, est plus sinueux. Notamment parce qu'on ne les trouve que dans la cinquième et dernière catégorie de la classification des experts : c'est un modèle de transport, léger, simple, à n'utiliser qu'en dernier recours. Un document émanant du centre de crise sanitaire sur les besoins en réanimation pour les patients Covid, signé par Jérôme Salomon, directeur général de la santé, et daté du 20 mars 2020, le précisait : "Les respirateurs de transport simple (type Medumat, Osiris...) ne sont pas recommandés, même en mode dégradé." Alain Mercat,

du CHU d'Angers, résume le problème que posent ces outils : "Ce ne sont pas des ventilateurs faciles à utiliser, parce qu'il y a des ruses à connaître quand on fait des changements de réglages, qui peuvent être déroutantes. Et sur ces modèles, le monitoring est très rudimentaire, d'où l'intérêt d'utiliser ces ventilateurs uniquement de manière transitoire, quelques heures."



Que sont devenus les Osiris 3 ?

Ils ont remplacé les modèles antérieurs, les Osiris 1 et 2. Le 23 avril 2020, alors que l'utilité de la commande gouvernementale est mise en question dans la presse, Jérôme Salomon, Directeur Général de la santé, envoie une missive aux établissements hospitaliers : la distribution de ces appareils se fera dans deux directions. La première est le Samu et ses services mobiles d'urgence et de réanimation, les Smur. Les Osiris s'insèrent en fait dans un jeu de chaises musicales de respirateurs, que détaille François Braun, président du Samu. "La plupart des Smur avaient des respirateurs de plus haut niveau, des T60, qu'ils avaient mis à disposition des services de réanimation. Ils utilisaient donc des Osiris en remplacement. Maintenant, les T60 sont revenus dans les Smur. On les utilise encore parfois pour des transferts de patients Covid. Dans ce cas-là, on met l'Osiris 3 à la place dans le Smur. C'est en fonction des endroits et des besoins ponctuels."

La deuxième destination des Osiris 3 est un stock d'urgence pour remplacer les modèles de générations précédentes, devenus obsolètes. "Une partie du stock des Osiris 3 va permettre de remplacer la totalité du parc existant des respirateurs Osiris 1 et 2 acquis dans le cadre du plan Biotox (datant de 2003) faisant partie actuellement des moyens tactiques immédiatement mobilisables en cas d'événement sanitaire exceptionnel", note la DGS, le 23 avril 2020. En clair, un stock de respirateurs légers "afin de permettre de répondre à toute situation sanitaire exceptionnelle et toute catastrophe entraînant un nombre de patients nécessitant une aide inspiratoire (attaque chimique, tremblement de terre, séisme...)", complète la DGS auprès de France Info, sans lien avec la Covid, donc...

De quoi échauffer certains esprits, comme celui de Christophe Prudhomme, porte-parole de l'Association des Médecins Urgentistes de France (AMUF), qui dénonce une "opération médiatique". "Les Osiris 3, ce sont des respirateurs déjà anciens, et qui ne sont pas adaptés aux patients Covid, qui ont les poumons très abîmés. C'est bien de reconstituer des lots 'catastrophe', mais ces modèles ne sont pas adaptés à ce que l'on vit en ce moment", déplore l'urgentiste.

Une utilité discutée

A l'inverse, plusieurs autres professionnels, dont le président du Samu, François Braun, jugent cet achat justifié et utile, surtout au moment où la France affronte une troisième vague épidémique : "Cela va probablement servir, malheureusement." De son côté, Eric Maury, président de la Société de Réanimation de Langue Française (SLRF), fustige les esprits chagrins et les mauvais procès. "Entre n'avoir rien du tout et avoir ça, la discussion ne se pose même pas", tranche-t-il. "Imaginez qu'on se prenne une très forte vague, les respirateurs qui sont en réserve dans le stock central, on les sortira." Le 29 avril 2020, le Ministre de la Santé, Olivier Véran, maintenait l'utilité des 10 000 respirateurs de transport : "J'assume tous les procès qui me seront faits." en "Vous en avez trop fait pour la santé des Français.", tempêtait-il à l'Assemblée nationale.

En parallèle de la commande géante passée par le gouvernement, les hôpitaux ont eux aussi acheté des respirateurs, durant l'année écoulée, des T60, mais aussi des modèles plus élaborés, depuis que le marché international s'est désengorgé. Au mois d'août 2020, Olivier Véran expliquait que les services hospitaliers étaient en mesure de monter à 12 000 lits de réanimation en cas de nouvelle vague. Les réserves de respirateurs, de l'avis de nombreux spécialistes comme Alain Mercat à Angers, ne sont plus le facteur limitant. "Le vrai souci, ça serait les bras, les ressources humaines", pointe le spécialiste.

Comme le confirment les témoignages de nombreux médecins et personnels de la CGT-Santé, ces respirateurs Osiris 3 ne sont d'aucune utilité en réanimation hospitalière.

Ce faux semblant d'unité industrielle aurait pu être évité si tous les efforts n'avaient pas été mis en œuvre pour écarter les Organisations Syndicales et les salariés, seuls à savoir ce que signifie une production essentielle qui sauve des vies.

En laissant croire que la fabrication de ces respirateurs était essentielle et stratégique, l'État et ses complices industriels ont délibérément organisé le hold-up de l'argent public dont les otages sont les travailleurs, les soignants, les malades et l'ensemble de la population.

Des comptes doivent être rendus !

Les travailleurs engagés dans la production face à l'épidémie, sans compter leurs heures ni leurs efforts, sont aujourd'hui floués.

Force est de constater que même en pareille situation,

IL NE FAUT JAMAIS CROIRE AUX SIRÈNES ET BELLES INTENTIONS DU CAPITALISME QUI N'A D'AUTRE PROJET QUE DE TRAHIR LA CONFIANCE DE CEUX QUI LES ÉCOUTENT.